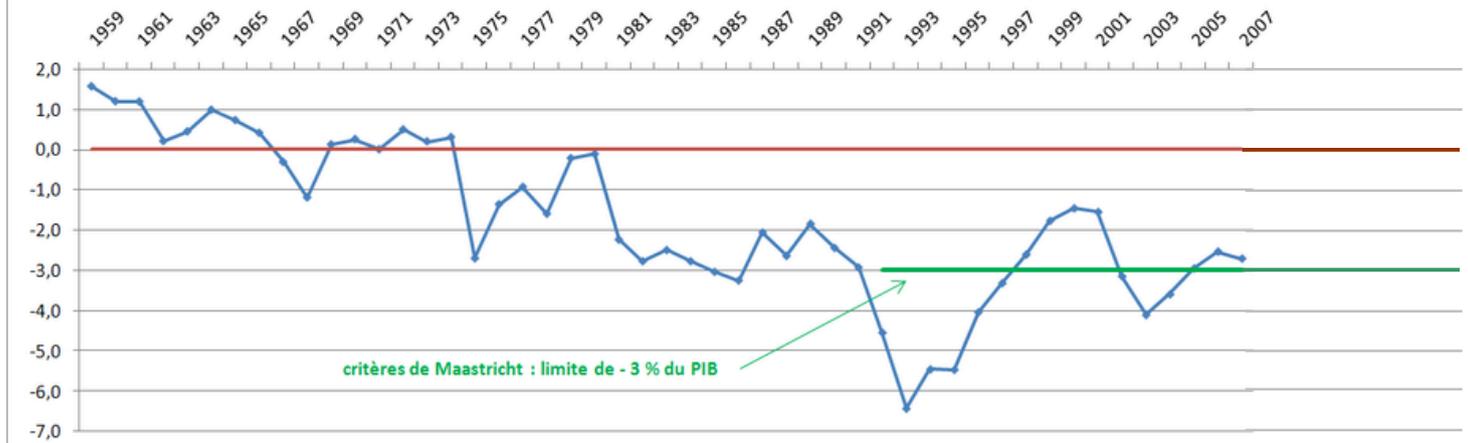


Chapitre 2 : Zoom sur la crise
B- Les dynamiques de la dette publique

Document 1 : Évolution du solde public (recettes – dépenses) de la France en % du PIB :

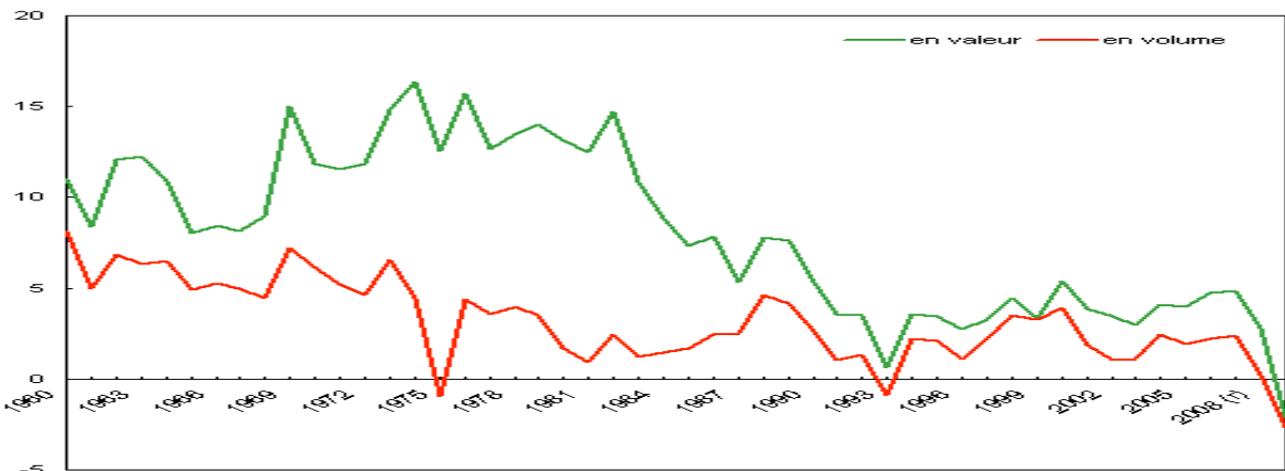


2010 (p) : -8,5% du PIB

Document 2 :

Évolution du PIB en France

évolution par rapport à l'année précédente en %



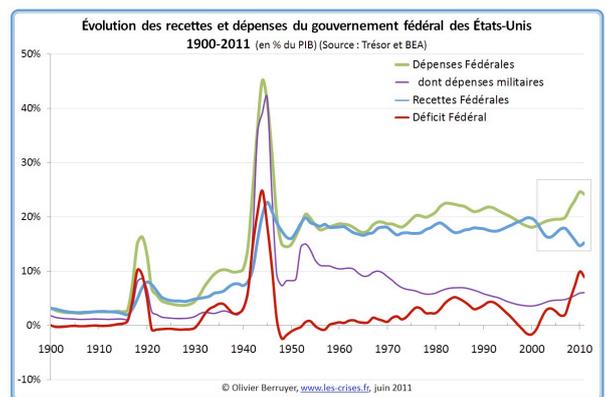
r : données révisées.
 Champ : France.
 Source : Insee, comptes nationaux – base 2000.

Document 3 :

	Recettes totales des APU		Dépenses totales des APU		Solde des APU	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
France	49,5	48,1	52,8	55,6	-3,3	-7,5
Allemagne	43,7	44,3	43,7	47,6	0,0	-3,3
Espagne	37,0	34,7	41,1	45,9	-4,1	-11,2
Grèce	39,1	36,9	46,8	50,4	-7,7	-13,6
Irlande	34,7	34,1	42,0	48,4	-7,3	-14,3
Italie	46,2	46,6	48,8	51,9	-2,7	-5,3
Royaume-Uni	42,5	40,3	47,3	51,7	-4,9	-11,5
UE à 27	44,6	44,0	46,9	50,7	-2,3	-6,8
Etats-Unis	32,3	30,3	38,8	41,5	-6,5	-11,2
Japon	35,0	34,4	37,1	41,5	-2,1	-7,2

Source : Banque de France, 2010

Document 4 :



© Olivier Berruyer, www.lex.crisis.fr, juin 2011

Document 5 : Stabilisateur automatique : Recopiez la définition de votre lexique de SES :

- 1) (Doc1&3) : A l'aide des données récentes du document 3, complétez le graphique pour la période 2008-2010.
- 2) (Doc1&2) : Y'a-t-il une corrélation entre le taux de croissance du PIB et le solde budgétaire ? Laquelle ?
- 3) (Doc3, 4&5) : Montrez que le mécanisme du stabilisateur automatique du budget a joué dans tous les pays touchés par la crise en 2009. Pourquoi est-ce un amortisseur de la crise ?

Document 6 : Dette publique, richesse & croissance

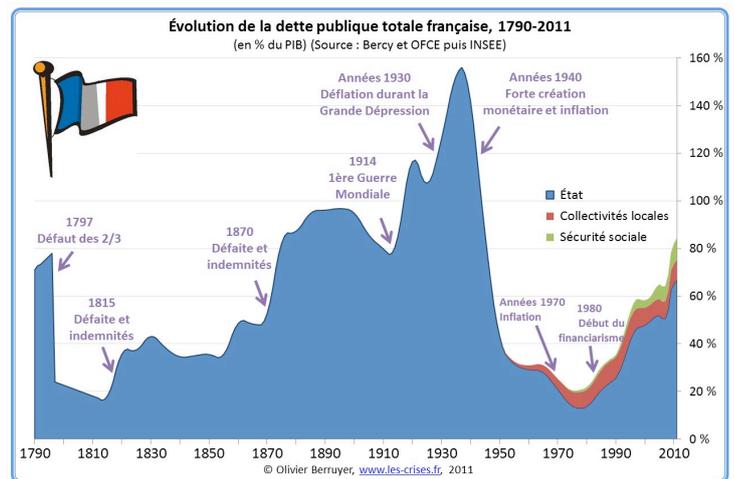
Si ces politiques budgétaires contra-cycliques¹ ont été le seul rempart à la crise systémique et à la dépression qui menaçaient l'économie mondiale, elles ont néanmoins un coût. En France, le solde public a chuté de 5 points de PIB entre 2007 et 2010 et la dette publique s'est alourdie de près de 20 points de PIB en l'espace de trois ans. L'heure est désormais à la rigueur et le gouvernement français s'est fixé l'objectif ambitieux de ramener le déficit public de 7,7 % du PIB en 2010 à 3 % en 2013 (près de 100 milliards d'euros), soit une réduction sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais cette rigueur n'est pas propre à la France et tous les pays industrialisés, et plus particulièrement européens, ont ou vont pratiquer des politiques d'austérité sévère (hausse des prélèvements obligatoires, coupes dans les dépenses publiques) pour éponger l'endettement public passé. Si la réduction à moyen terme des déficits publics est essentielle, notamment pour éviter un effet boule de neige de la dette, il n'en reste pas moins que ces politiques budgétaires restrictives, adoptées parfois dans l'urgence pour satisfaire les marchés financiers, et leur synchronisation dans la plupart des économies industrialisées, vont avoir un impact fort sur la croissance. [...]

La dette publique brute de la France, au sens de Maastricht, est de 83,2 % du PIB en 2010, niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Si la dynamique de cette dette publique peut paraître inquiétante, surtout depuis 2007, elle n'est pas propre à la France. Conséquence directe de la crise financière, elle a augmenté dans tous les pays de l'OCDE. [...]

Mathieu Plane, « Dette publique, richesse et croissance », *Economie & Management* n°140, juin 2011, repris dans OFCE « L'Economie française 2012 » Repères la Découverte, 2011

La dette publique en % du PIB

	2007	2010	Variation 2007-2010 (en points de PIB)
Allemagne	64,8	76,9	12,1
Belgique	84,2	98,4	14,2
Espagne	36,1	62,9	26,8
Finlande	35,2	49,5	14,3
France	63,8	83,2	19,5
Grèce	96,1	125,9	29,7
Irlande	25,0	97,4	72,4
Italie	103,6	119,5	15,8
Portugal	62,7	82,7	20,0
Zone euro	65,9	84,3	18,4
Royaume-Uni	47,2	81,3	34,1
États-Unis	62,0	92,8	30,8
Japon	167,1	198,4	31,3
OCDE	72,9	96,9	24,0



- 4) (Doc6) Montrez, à l'aide de 2 arguments distincts, que l'inquiétude suscitée par la dynamique de la dette publique de la France doit être relativisée.

Document 7 : La richesse matérielle, une contrepartie à la dette publique (op. cit. Mathieu Plane, OFCE, 2011)

La dette publique au sens de Maastricht est une mesure brute qui ne tient pas compte des actifs financiers (numéraires et dépôts, actions cotées...) détenus par les administrations publiques (APU). Or, la bonne analyse patrimoniale nécessite de regarder les deux côtés de la balance comptable, l'actif, ce que l'État détient, et le passif, ce qu'il doit. Car si la dette publique coûte à l'État en charge d'intérêts, les actifs financiers lui rapportent également sous forme de dividendes et d'intérêts. Or, la France est l'un des pays de la zone euro où les APU possèdent le plus d'actifs financiers : selon l'INSEE, les APU possédaient, fin 2009, et ce malgré la crise financière, 873 milliards d'euros (46,8 points de PIB) dont plus de 400 milliards d'actions (21,3 points de PIB). La seule participation de l'État au capital d'EDF (détenu à près de 85 % par l'État) représentait près de 50 milliards d'euros en mars 2011. Ce fort niveau de valorisation des actifs financiers réduit d'autant la dette brute financière des APU. Selon les données fournies par Eurostat (qui n'intègrent pourtant pas l'ensemble des actifs financiers), la dette nette des APU en France serait en 2009 de 41,7 % du PIB soit un niveau inférieur à celui de l'Allemagne (45,4 %) considérée comme une référence mondiale en matière de solidité de ses finances publiques.

Mais les actifs financiers représentent moins de 40 % de l'ensemble des actifs des APU : ces dernières possèdent surtout des infrastructures (écoles, hôpitaux, routes, centres sportifs...), des terrains mais aussi du matériel et des équipements. L'INSEE évaluait ces actifs non financiers à 72,6 % du PIB fin 2009 malgré la chute des prix de l'immobilier. En revanche, le patrimoine historique ou artistique n'est pas valorisé et n'apparaît pas dans les comptes de patrimoine. Au total, les APU possèdent donc plus d'actifs que de dettes : en 2009, la valeur nette de leur patrimoine était de 21,8 % du PIB. Si cette valeur nette a perdu près de 20 points de PIB en raison de la crise économique et financière entre 2007 et 2009 (baisse du prix des actifs financiers et immobiliers, hausse de la dette avec la chute des recettes fiscales et les plans de soutien à l'économie et au système financier), celle-ci reste encore largement positive et représente 417 milliards d'euros. Comme on l'entend souvent, chaque nouveau-né en France en 2009 hérite bien d'une dette publique de 29 500 euros, mais cet argument fait face à deux limites. D'une part cela suppose que les nouveau-nés vont payer leur quote-part de facture publique de leur vivant et laisser une dette publique nulle à leur mort. Or en réalité, si la dette publique varie dans le temps, elle a cependant une durée de vie infinie et se transmet de génération en génération. D'autre part, cela suppose que le nouveau-né hérite d'une dette mais d'aucune contrepartie. Or, il va hériter de 22 200 euros d'actifs non financiers publics (il va sûrement naître dans une maternité publique qui a été construite et financée en grande partie par les générations précédentes) et de 14 000 euros d'actifs financiers publics. Au total, le nouveau-né en France hérite en 2009 de plus de créances que de dettes et commence dans la vie avec un actif net public de près de 6 700 euros. [...]

- 5) (Doc7) : Pourquoi EDF a fait croître les recettes budgétaires de 50 milliards d'euros en mars 2011 ?

¹ Littéralement, contre le cycle, c'est-à-dire à l'inverse des effets de la conjoncture (effet relance en période de crise, effet rigueur en période de croissance). L'inverse se dit pro-cyclique.

6) (Doc7) : Que signifie une valeur nette du patrimoine de la France positive ? A combien s'élevait-elle en 2009 ?



© Chappatte dans "International Herald Tribune", septembre

Document 8 : Les principaux plans de rigueur en Europe

En Italie

Hausse d'un point de la TVA, à 21 %. Taxe de 3 % sur les revenus dépassant 300 000 € par an. L'âge de départ en retraite des femmes dans le privé (60 ans), sera aligné sur celui des hommes (65 ans), à partir de 2014. 17,7 milliards d'euros d'économies dans les administrations publiques. Lutte contre l'évasion fiscale.

En France

Augmentation, de 3,5 % à 7 %, de la taxe spéciale sur les mutuelles. Relèvement de 12,3 % à 13,5 % des prélèvements sociaux sur les revenus du capital. Suppression du système du bénéficiaire mondial consolidé pour les grands groupes. Taxe de 2 % sur les hôtels de luxe. À partir de 2012, contribution de 3 % sur les revenus annuels supérieurs à 300 000 €.

En Grèce (entre mai 2010 et juin 2011)

Hausse de la TVA de 5,5 % à 6,5 % et de 11 % à 13 %. Réduction des salaires des fonctionnaires et suppression de la sécurité de l'emploi. Réduction des dépenses publiques. Réforme des retraites. Privatisations : 50 milliards d'euros entre 2011 et 2015.

Au Portugal

Gel des salaires des fonctionnaires et des retraites jusqu'en 2013. Réduction des dépenses de santé et de l'administration.

Baisse des allocations de chômage. Hausse de la TVA sur certains produits. Programme de privatisations.

En Irlande

Baisse de 2,8 milliards d'euros des dépenses sociales entre 2011 et 2015. Suppression de 25 000 emplois publics. Réduction du salaire minimum de 8,65 à 7,65 € de l'heure. Relèvement de la TVA, de 21 % à 23 % d'ici à 2014. Hausse de l'impôt sur le revenu.

En Espagne

Suppression de l'allocation pour les chômeurs en fin de droits. Réduction de 5 % du salaire des fonctionnaires. Réforme du marché du travail.

Au Royaume-Uni

Réduction de dépenses sociales. Gel du salaire des fonctionnaires et suppression de 300 000 postes d'ici à 2015. Projet de réforme de la retraite des fonctionnaires (porter le départ de 60 ans à 66 ans).

Source : La Croix du 08/09/2011

7) (Doc8&9) : Montrez que les plans de rigueur synchronisés au niveau européen, adoptés pour lutter contre les déficits publics, risquent en fait de les faire croître (en utilisant le stabilisateur automatique).

Document 9 : Les agences de notation, oracles des marchés

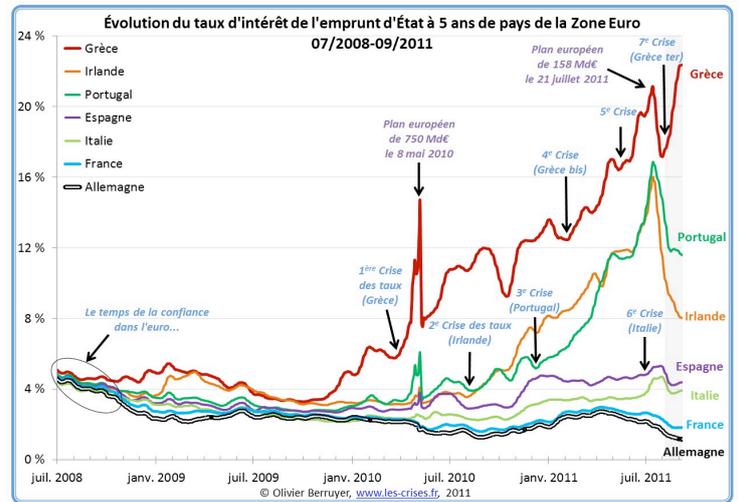
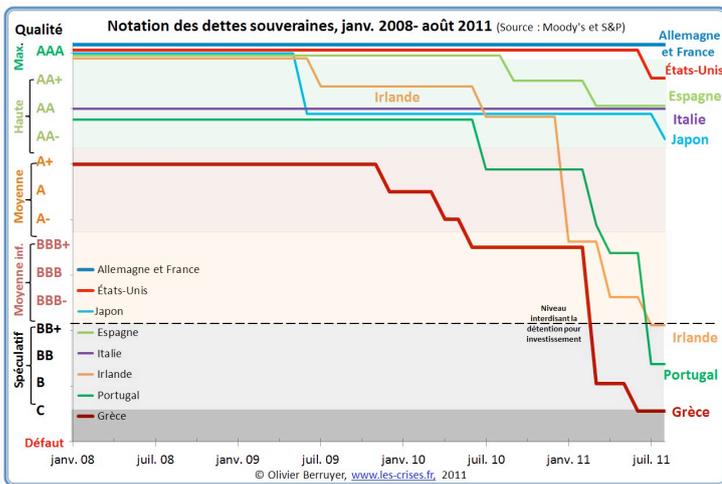
[...] Elles s'appellent Moody's, Standard & Poor's (S&P) ou FitchRatings, trois noms qui se partagent 90 % de la notation financière. Leur rôle ? Restreint en apparence : « Nous donnons une opinion sur la capacité et la volonté d'un émetteur, que ce soit un Etat ou une société, de rembourser en temps et en heure une dette », explique Carol Sirou, présidente du bureau parisien de Standard & Poor's. Chez Moody's, Pierre Cailleateau, directeur général monde des risques souverains (des dettes publiques), confirme : « Nous mesurons la probabilité qu'un Etat honore sa dette. »

Cette appréciation générale prend les atours d'une note, établie depuis le début du XXe siècle sous forme d'une séquence de lettres ou/et de chiffres dont, pour compliquer encore les choses, le canevas varie d'une agence à l'autre. Grosso modo, se distinguent les grades dits « d'investissement » (dans l'ordre descendant, AAA, AA, A, BBB) correspondant à des emprunteurs jugés fiables et les grades « spéculatifs » (BB, B, CCC, C) correspondant à des emprunteurs plus à risques. Qu'un pays ou une société cessent de rembourser et il bascule en D, comme « défaut ».[...] Las ! au fil du temps, les investisseurs en quête de certitudes pour placer leurs montagnes de dollars, d'euros ou de yuans se sont reposés sur les notes pour juger de la solvabilité de tel ou tel. Les agences elles-mêmes jouent sur ce désir d'être rassuré : la devise de Fitch Ratings est « Connaissez votre risque ». « Dans la plupart des situations marchandes, on a besoin d'un tiers, d'un prescripteur qui aide à surmonter la complexité, résume Armand Hatchuel, professeur de gestion à l'Ecole des mines. Quand vous voulez acheter un ordinateur, vous êtes content de trouver un article spécialisé qui propose des tests comparatifs. »

Dès lors, les Etats et les sociétés souhaitant emprunter n'ont souvent d'autres choix que de se faire évaluer. « La notation a un impact sur l'accès au marché, admet Eric Paget-Blanc. Le niveau de la note influe également sur le coût de la dette. » Pour espérer écouler ses emprunts, la Grèce, pays le moins bien noté de la zone euro, devra promettre un taux d'intérêt supérieur à celui de l'Allemagne, premier de la classe. « Sur une dette de 1 000 milliards, 1 % en plus, c'est 10 milliards d'intérêts supplémentaires à rembourser chaque année », calcule Eric Paget-Blanc. Autre impact : telle entreprise française, mise sous « surveillance négative », a vu le cours de son action plonger immédiatement de 15 %.[...]

Mais les critiques pointent que ces spécialistes travaillent sur des informations fournies par les émetteurs eux-mêmes. Avec le risque qu'elles soient frauduleuses, comme ce fut le cas en 2001 avec la société américaine Enron, notée AAA quelques jours seulement avant sa spectaculaire faillite. Le principal reproche porte sur le mode de rémunération des agences. Elles sont payées par les émetteurs, donc par ceux dont elles doivent juger la crédibilité. Le sujet est tabou, chacun se réfugiant derrière les clauses de confidentialité des contrats. Impossible par exemple de connaître les termes financiers qui unissent la France et ceux qui la notent. Top secret, dit-on à Bercy.

Benoît Hopquin, Le Monde du 28.01.2010



- 10) (Doc10) : Quel effet a une dégradation de la note de la dette d'un pays sur le niveau du taux d'intérêt de l'emprunt d'Etat à 5 ans ? Montrez que cela peut engendrer un redoutable « effet boule de neige ».
- 11) (Doc10) : Montrez que les agences de notation ont un pouvoir important sur l'autonomie des gouvernements en matière de politique économique conjoncturelle.

Document 10 : Couverture du mensuel Alternatives Economiques de février 2011



12) Synthèse : Classez tous les éléments énoncés dans ce dossier afin de répondre à la question posée en Une d'Alternatives Economiques (doc11) :

Oui	Non
-	-
-	-